

## **Le personnel dirigeant du CNRS (1937-1966)**

Christophe Charle (Institut d'Histoire Moderne et Contemporaine, CNRS)

Parmi les administrations créées au cours du XX<sup>ème</sup> siècle, le CNRS est certainement l'une de celles dont la croissance a été la plus rapide, tant au plan des personnels que des budgets. Les personnalités chargées de gérer ces masses de plus en plus importantes doivent en même temps, à la différence des directeurs d'un ministère, anticiper sur l'avenir et avoir un rôle stratégique, comme l'ont, en principe, les ministres. Le choix des dirigeants du CNRS doit donc satisfaire à des exigences contradictoires : ou bien il repose sur des critères d'excellence purement scientifique, gages d'une capacité d'imagination pour pressentir les voies de l'avenir, ou bien il répond à des critères administratifs classiques d'expérience d'une gestion comparable. L'étude du personnel dirigeant du CNRS devrait permettre de savoir à quelle branche de cette alternative ont répondu les traits sociaux et intellectuels des directeurs successifs.

Il faut au préalable cependant justifier les limites chronologiques et statutaires choisies pour la population analysée. Mon point de départ n'est pas la création officielle de l'organisme unique, le CNRS, mais celle des deux administrations instituées par le Front populaire et qui fusionneront en 1939. En second lieu, le personnel dirigeant a été défini par le critère de la gestion continue et quotidienne de l'organisme : directeur ou directeur général, directeur adjoint et directeur des affaires financières selon les périodes. Pour les directeurs adjoints, j'ai clos la liste en 1966, au moment de création des directions scientifiques dont la multiplication divise le pouvoir par rapport à l'époque de la direction à deux ou trois. En revanche, j'ai continué d'inclure les directeurs généraux, poste le plus exposé, jusqu'au dernier qui a terminé son mandat (Serge Feneuille) afin de déceler si la réforme de 1966 avait eu des effets sur leur recrutement par rapport à l'époque antérieure. La population ainsi délimitée compte 25 individus, ce qui peut paraître insuffisant pour une véritable prosopographie (1). Cependant cette population se distingue des élites habituellement analysées par sa très forte homogénéité quant à ses principes de sélection. Elle est presque exclusivement universitaire et à très forte dominante scientifique. Si, sur ce terreau commun, on peut, selon les périodes et les secteurs, dégager des similitudes supplémentaires ou des différences significatives, on devrait pouvoir reconstituer indirectement quels ont été les critères conscients ou inconscients qui ont présidé au choix de ces hommes, et donc dessiner, d'une certaine manière, le modèle de décideur qu'on a voulu attribuer au CNRS.

Un second facteur compense les faibles dimensions de cet échantillon particulier d'élite. Pour un certain nombre, grâce à mes propres recherches antérieures sur les professeurs de la Faculté des sciences de Paris ou aux interviews systématiques faites par le groupe de recherche sur l'histoire du CNRS, on dispose d'une documentation plus riche que les seuls états de service sur lesquels reposent les études d'élite au XX<sup>ème</sup> siècle : témoignages oraux directs ou indirects, dossiers académiques (2).

Enfin, pour resituer les directeurs au sein de leur environnement institutionnel et comprendre leur position face à leurs pairs, je ferai des comparaisons plus sommaires avec les membres du directoire de la période, soit l'instance de contrôle et d'arbitrage, le parlement avec lequel l'exécutif du CNRS doit dialoguer continuellement.

Ces trois modes d'analyse, reposant sur des sources différentes selon les époques, organisent les trois temps de l'étude. Je broserai tout d'abord un portrait de groupe des directeurs qui permettra de dégager une typologie intellectuelle et historique. A partir d'elle, je tâcherai de délimiter les réseaux à l'origine de la nomination finale et donc les forces sociales que ces divers types de directeur représentent. Enfin l'étude de leurs aléas de carrière, comme la comparaison avec les autres groupes parties prenantes dans l'institution, mettra au jour les tensions à résoudre quand on a en charge ce type de position.

## **I. Des hommes prédestinés ?**

Tous les familiers du CNRS ont une idée intuitive du portrait-type des directeurs du CNRS. La différence entre ce que la lecture distraite du carnet du Courrier du CNRS ou des notices résumées du Monde révèle et ce que je vais tenter réside dans la comparaison systématique de critères formalisés. On peut commencer pour le mettre en évidence par la variable la plus banale, le sexe.

### *a) L'exclusion des femmes*

Aucun directeur général ou directeur adjoint avant 1981 n'a été du sexe féminin. Cette donnée paraît tellement aller de soi qu'on s'en étonne moins que de l'absence naguère de femme à l'Académie française, à l'Inspection des finances ou dans le corps préfectoral. Or toutes ces bastilles sont tombées au cours des cinquante dernières années. Pourtant le premier sous-secrétariat d'Etat à la recherche a été confié à une femme, Irène Joliot-Curie. La voie semblait donc ouverte précocement pour une promotion administrative des femmes dans la recherche. Les explications habituelles par le manque de candidates possibles ne valent pas ici puisque l'enseignement, et notamment scientifique, a été le premier à se féminiser. L'Ecole normale supérieure de Sèvres compte une section scientifique depuis 1881, la première femme professeur à la Sorbonne, Marie Curie, a été élue en novembre 1908 (elle était chargée de cours depuis 1906, date de la mort accidentelle de Pierre Curie, le titulaire). De même, en 1967, 8,6% des professeurs de la Faculté des sciences de Paris étaient des femmes. En 1985, on comptait 24,3% de femmes dans l'enseignement supérieur ou la recherche. De même, en 1987, trois femmes sur 12 étaient directeurs d'administration centrale au ministère des Affaires sociales, une sur 10 au ministère de l'Industrie, une sur 6 aux Affaires étrangères mais aucune sur 22 à l'Education nationale (3). Le CNRS présente donc le paradoxe d'un milieu anciennement féminisé, où l'égalité des conditions de travail et de salaire est théoriquement mieux réalisée qu'ailleurs et qui est finalement plus misogyne pour l'accès aux positions sommitales que des administrations plus classiques. Les explications psychologiques par le manque de goût supposé des femmes pour l'administration ne suffisent pas non plus. Le milieu scientifique et, plus globalement universitaire, dont l'endogamie professionnelle est très poussée, maintient une division du travail administration/ recherche et /ou enseignement entre hommes et femmes par un réflexe tiré de la relation d'homme à homme inhérente au système mandarinal. Sans doute, pour reprendre l'exemple déjà cité, Irène Joliot-Curie préférait son laboratoire à l'administration et elle s'est vite défaussée de son demi-marabout sur Jean Perrin (4). Mais il

est significatif que ce soit le pouvoir politique qui ait pu s'affranchir de ce tabou alors que les nominations directoriales, qui relèvent, on le verra, d'une cooptation interne au milieu scientifique, excluent les femmes dès l'origine de la course.

### *b) Le milieu d'origine*

Evoquer les origines familiales constitue un autre tabou de la présentation de soi des universitaires en général et des scientifiques en particulier. La mise entre parenthèses du milieu d'origine est de règle, sauf quand celui-ci est illustre intellectuellement ou, au contraire, modeste socialement. Dans un cas, il s'agit d'une illustration du principe "noblesse oblige", transféré aux princes de la science, dans l'autre, le mérite du savant en ressort d'autant plus grand pour vaincre les embûches de l'entrée dans la carrière de la recherche. Pour une population aussi restreinte et étant donné l'inégale précision des sources, cette variable très globale a plus une valeur illustrative qu'explicative. Elle peut toutefois servir à émettre une hypothèse quant au lien entre le milieu d'origine et l'éventuelle vocation pour l'administration de la recherche. Les individus, proches de l'Université par leur famille, pourraient être enclins à s'y investir davantage que leurs collègues pour lesquels l'entrée dans l'enseignement supérieur est déjà une promotion en soi. L'accès à la direction de la recherche serait ainsi pour eux un dépassement dans la fidélité aux valeurs transmises par leurs parents. Notre échantillon compte effectivement une proportion d'individus dont les pères appartenaient déjà à l'enseignement qui est supérieure à celle qu'on rencontre dans le corps enseignant de la Faculté des sciences de Paris de 1967 : 8 sur 24 connus, soit un tiers, contre 19,5% (5). Il s'agit, pour l'essentiel, de fils de professeurs du secondaire : c'est le cas d' Henri Laugier, Pierre Monbeig, Joseph Pérès, Georges Teissier, Jean Coulomb, Robert Chabbal, auxquels il faut ajouter 2 "dynastes" universitaires : Pierre Drach, fils d'un professeur de la Faculté des sciences de Paris et Pierre Creyssel, fils d'un professeur à la Faculté de médecine de Lyon. Il faut mentionner également trois alliés par le mariage : Georges Jamati est le neveu d'Edmond Goblot, professeur de philosophie à la Faculté des lettres, Frédéric Joliot est le gendre de Pierre et Marie Curie, Hubert Curien, celui de Georges Dumézil (6). Joseph Pérès est, en outre, le gendre du philosophe Léon Robin, professeur à la Sorbonne (7). Les fils de fonctionnaires sont aussi particulièrement nombreux : 5 sur 24. Ainsi, par leur milieu d'origine, les futurs directeurs appartiennent en majorité déjà au service de l'Etat, ce qui indique le maintien dans la lignée d'un idéal de service public et suppose une préférence marquée pour la recherche indépendante des intérêts privés. Ce trait de l'habitus d'origine de la majorité du personnel dirigeant rend compte en partie des difficultés de celui-ci à trouver un terrain d'entente avec la recherche industrielle.

### *c) Les filières d'études*

Le choix des filières d'études supérieures des futurs directeurs confirme cette fidélité au service public et à la science pure. Les normaliens de Saint-Cloud et surtout de la rue d'Ulm sont majoritaires (12 sur 25 ou 12 sur 23 si l'on exclut les directeurs administratifs) tandis que les polytechniciens ou les anciens élèves d'autres écoles d'ingénieurs se comptent sur les doigts d'une main : 2 polytechniciens (J. Ducuing et B. P. Grégory), 3 anciens élèves de Physique et Chimie (F. Joliot, G. Champetier et P. Papon). Les autres formations d'origine se répartissent entre la faculté des sciences (5) et les autres facultés ou l'ENA (Droit et/ou ENA, lettres). Toutefois, même les anciens ingénieurs ne peuvent être considérés comme incarnant une option plus finalisée de la science puisque tous ont choisi une stratégie de carrière déviante par rapport à la destinée normale de leurs condisciples en se lançant dans la recherche. Ainsi les trois anciens élèves de Physique et chimie deviennent-ils préparateurs

ou chercheurs peu de temps après avoir obtenu leur diplôme d'ingénieur : Frédéric Joliot, après un stage qui l'a dégoûté de l'industrie, entre, à 25 ans, sur la recommandation de Paul Langevin, alors directeur de l'Ecole, au laboratoire de Marie Curie; Georges Champetier, devient, à 22 ans, préparateur d'André Job à la Sorbonne tout en y poursuivant ses études; enfin Pierre Papon est nommé attaché de recherches au CNRS, à 23 ans, en 1962 (8). Les deux polytechniciens ne font guère non plus de recherche appliquée. Jacques Ducuing devient ingénieur de recherche à la CSF, à sa sortie d'école, de 25 à 28 ans, puis chercheur en France et aux Etats-Unis. Bernard-Paul Grégory est affecté par son corps, le corps des mines, à des fonctions de recherche; il est étudiant puis chercheur au MIT, dès sa sortie de l'Ecole des mines, en 1948. Notons toutefois que ces deux derniers profils se rapprochent plus d'une orientation par l'aval de la recherche et se distinguent par une expérience d'un pays étranger où la coupure, existant en France, entre le public et le privé est beaucoup moins forte. L'arrivée de ces chercheurs d'un autre type correspond aussi à la seconde phase du CNRS quand celui-ci devient un enjeu de plus en plus important de la politique globale de recherche. On a aussi souligné, en son temps, le choix symbolique comme directeur général de Serge Feneuille, un universitaire passé dans le privé, au moment du retour de la droite en 1986. On verra plus bas d'autres signes marquant ce deuxième âge du CNRS.

Cependant l'indicateur des filières de formation recèle une autre information quant au cheminement des carrières des futurs directeurs. La quasi totalité d'entre eux ont été formés à Paris au moins après le baccalauréat, alors que, par ailleurs, 28% seulement sont nés dans la capitale, taux peu différent de celui enregistré pour les professeurs de la Sorbonne du XXème siècle (9). La seule exception à ce phénomène centripète est celle de Pierre Jacquiot. Il a effectué ses études supérieures à Nancy. Mais, après avoir été deux ans préparateur à la faculté des sciences de cette ville, il doit lui aussi aller se former à la recherche à Paris. Il est envoyé auprès d'Aimé Cotton par son maître Croze, grâce à une bourse de la Caisse nationale des sciences. Mais, de son aveu même, il n'a pu compenser ce double handicap (n'être ni parisien, ni normalien) qu'en raison de son rang de premier à l'agrégation de physique qui l'a signalé aux yeux de ses maîtres et égalé à ses rivaux de la rue d'Ulm battus au concours (10).

Cette centralisation de la formation des élites, classique en France, est cependant plus accentuée que pour la moyenne des universitaires scientifiques. Elle répond en effet au souci, ou à la chance, d'emprunter les filières d'excellence qui, seules, mènent à coup sûr aux recherches de pointe. Elle prédispose aussi au changement de stratégie de développement de la recherche dont le CNRS est l'un des points d'appui. Après la phase de décentralisation de la Troisième République des années 1880-90, qui a renforcé quelques centres en province, on est revenu, dans les années 1920, à une concentration des gros moyens à Paris et dans la région, ce dont témoignent les nouveaux laboratoires créés alors et qui serviront de modèle, voire d'implantation initiale aux laboratoires du CNRS : grand électro-aimant de Bellevue, Institut de biologie physico-chimique de J. Perrin, Institut du Radium. La province, au moment où se forment nos futurs directeurs, est ainsi reléguée à un rôle second de formation classique ou n'offre que des débouchés techniques (11). Cette stratégie centralisatrice, dont le CNRS est l'aboutissement, apparaît dans l'examen des postes occupés par les directeurs au moment de leur accès à cette fonction. Quatre seulement sur 25 exerçaient des responsabilités en province. La Faculté des sciences de Paris se taille la part du lion avec 12 directeurs ou directeurs adjoints (contre seulement un professeur au Collège de France, F. Joliot), suivie par l'appartenance à un cabinet ministériel (4 cas), un décanat, une présidence d'Université, ou une chaire professorale en province (respectivement 3 et 2), la détention d'un poste administratif à Paris (3 : H. Curien, C. Lasry, G. Jamati), ou dans le secteur privé

(S. Feneuille). Projet d'un groupe de professeurs de la Sorbonne scientifique, le CNRS a puisé la majorité de ses directeurs dans l'établissement mère, surtout dans la première phase de son histoire. Les positions d'un autre type se concentrent en effet dans la période récente, quand les cheminements pour accéder au sommet sont plus complexes ou administratifs : les membres de cabinets ministériels, tout comme ceux issus du milieu administratif, apparaissent dans les années 60-70. Pourtant si le réseau parisien a l'avantage, le fait d'y appartenir ne rend pas compte réellement d'une nomination ultérieure puisque, par définition, les professeurs de la Sorbonne sont nombreux, également titrés ou introduits dans les sphères dirigeantes. On reviendra plus bas sur les réseaux plus étroits de cooptation.

Arrêtons-nous en revanche sur les exceptions à la règle, les provinciaux appelés quai Anatole France. Trois facultés en tout et pour tout ont délégué l'un des leurs : Lyon (H. Longchambon), Toulouse (G. Dupouy et F. Gallais) et Grenoble (J. J. Payan). Ces nominations correspondent toutes à des conjonctures de crise. Henri Longchambon, doyen de la Faculté des sciences de Lyon est nommé à la création du CNRSA, à défaut d'autres candidats envisagés par Jean Zay (12). De même, Gaston Dupouy remplace Georges Teissier, limogé pour raison politique. Enfin Jean-Jacques Payan est le premier directeur général nommé à la suite de la crise de l'automne 1981(13). Cette corrélation est trop constante pour ne pas indiquer qu'on fait appel aux provinciaux lorsque les lobbys parisiens se neutralisent ou que le vide de la crise oblige à chercher des hommes neufs, donc loin du centre. A ces raisons négatives, s'ajoutent des circonstances plus positives mais sur lesquelles, faute de sources d'archives consultables, on ne peut émettre que des hypothèses. En tant que doyen de faculté, directeur d'école d'ingénieurs ou président d'une grande université, ces hommes sont assimilés à de quasi directeurs d'organismes de recherche. Ils siègent aussi ès qualité dans les divers organismes consultatifs où ils ont pu se faire connaître du cercle des décideurs parisiens. Ainsi H. Longchambon, doyen à Lyon, a pu être recommandé à Jean Zay par Edouard Herriot, maire de Lyon, et par Jacques Cavalier, directeur de l'enseignement supérieur et ancien recteur de Lyon; de même G. Dupouy, doyen à Toulouse, a plusieurs raisons d'être connu du ministre Yvon Delbos, élu du Sud-Ouest, tandis que son appartenance au Conseil supérieur de la recherche scientifique dès 1939, aux commissions du CNRS depuis 1945 et sa présidence de l'association des doyens en font un homme bien introduit au ministère. Il est probable aussi que le caractère politique de l'éviction de Teissier a fait se récuser la plupart de ses collègues parisiens pressentis, un grand nombre s'étant solidarisé publiquement avec lui au moyen de lettres ouvertes, de démarches collectives ou de la signature de pétitions (14). Jean-Jacques Payan est connu du ministre de la Recherche, Jean-Pierre Chevènement, par leur commune appartenance au CERES, et il a la charge de l'organisation des assises rhônalpines du Colloque national sur la recherche (15).

#### *d) L'âge d'accès*

L'âge d'accès au poste n'a, en lui-même, rien d'original et assimile les directeurs généraux ou adjoints aux autres directeurs d'administration centrale : un peu moins de cinquante ans pour les directeurs généraux (48,4 ans) et un peu plus de cinquante ans pour les directeurs adjoints. Cette dissymétrie inverse de celle qu'on aurait pu attendre tient à deux facteurs : en premier lieu, l'apparition plus tardive des directeurs adjoints. Or les directeurs du début sont relativement jeunes alors que les directeurs adjoints sont des hommes plus mûrs; en second lieu, la prise en compte des directeurs généraux de la dernière période qui sont nommés plus tôt et l'absence des directeurs scientifiques pour la même époque. La ventilation chronologique montre en effet des phases de rajeunissement et de vieillissement. Jusqu'à la

guerre, on nomme des hommes jeunes : 42 et 49 ans (respectivement Longchambon et Laugier), tout comme à la Libération : Joliot et Teissier ont 44 et 45 ans à leur prise de fonction. En revanche, la réaction vichyssoise s'appuie sur des hommes d'âge avancé, représentants d'une génération antérieure hostile à cette innovation qu'est le CNRS : Charles Jacob a 62 ans et Georges Dupont, son adjoint, 57. A mesure que l'institution vieillit, ses directeurs prennent aussi de l'âge. Les directeurs nommés sous la Quatrième République, comme ceux du septennat gaulliste, sont des quinquagénaires. En revanche, à partir de G. Pompidou et surtout de V. Giscard d'Estaing, l'ancienne génération n'assure plus sa cooptation et des facteurs extra-universitaires interfèrent dans les nominations. Les moins de cinquante ans refont alors leur apparition. Ce rajeunissement est peut être, avec le raccourcissement des mandats, un signe de fragilité : le CNRS n'est plus qu'une étape d'une carrière administrative ou de haut niveau (cf. la trajectoire exemplaire de Hubert Curien), voire privée (cas de Serge Feneuille et de Jean-Jacques Payan). D'autre part, le directeur, moins ancien, est plus dépendant de ceux qui le nomment car il attend un débouché autre et a eu moins de temps pour acquérir un poids scientifique incontestable face à ses pairs. Si, par exemple, Frédéric Joliot a pu s'imposer face à Henri Laugier, alors que la légalité de la nomination de ce dernier était beaucoup plus solide en 1944, et ce, en dépit de sa jeunesse et de son appartenance partisane, c'est incontestablement grâce à l'aura du prix Nobel de 1935 et à son appartenance à l'Académie des sciences, alors que le prestige académique de son concurrent était bien moindre. Il est significatif à cet égard que 4 directeurs seulement sur 25 soient membres de l'Institut au moment de leur nomination. Six y seront élu par la suite, ce qui, si l'on exclut les plus jeunes qui ne peuvent être encore des candidats possibles, implique deux constatations : le CNRS est une bonne carte de visite pour l'obtention de la consécration suprême, mais, inversement, la carrière administrative de la recherche risque d'en stériliser un grand nombre sur le plan de la reconnaissance scientifique, si elle intervient trop tôt.

Cet indicateur de l'âge peut être envisagé sous un autre angle, celui des générations, ce qui constitue la transition avec l'étude des réseaux de cooptation. Si l'on ordonne chronologiquement les directeurs selon leur année de naissance, on voit apparaître des continuités et des discontinuités significatives. On trouve d'abord deux anciens nés avant 1885, puis le groupe des fondateurs, nés entre 1888 et 1900, et enfin celui de leurs cadets (1904-1910). Une lacune est constituée par la génération touchée de plein fouet par la guerre de 1914-1918 (les savants nés entre 1885 et 1890). J. Pérès et H. Longchambon sont, de ce point de vue, des survivants de l'hécatombe. Les vrais fondateurs de l'après-guerre sont, eux, trop jeunes pour avoir été mobilisés à l'époque, en revanche ils ont connu les épreuves de l'occupation et ont participé pour certains à ses combats (F. Joliot, G. Teissier, P. Drach). Leurs cadets immédiats, moins marqués par ces événements dramatiques du premier demi-siècle (16), sont cependant en symbiose avec eux et issus des mêmes laboratoires. La seconde discontinuité apparaît à partir de C. Lasry. Ces générations nés dans l'entre-deux-guerres n'appartiennent plus à des groupes d'âges bien définis. La dispersion croissante des dates de naissance marque la rupture des réseaux scientifiques dominant précédemment. Les réseaux ne relèvent plus d'une logique de contemporanéité dans la recherche à mesure que l'hétérogénéité des profils des directeurs augmente, comme on va le voir à présent.

## II. Les réseaux

### *a) Les deux âges du CNRS*

La prosopographie précédente permet, certes de dégager, les traits communs ou les différences significatives des profils sociaux ou intellectuels des différents directeurs mais elle n'a qu'une capacité négative d'explication des raisons de l'accès au poste. De tout ceci, on conclura que pour être directeur il vaut mieux ne pas être une femme, avoir fait des études supérieures à l'Ecole normale ou à l'Ecole polytechnique, avoir entre 45 et 55 ans, être physicien et lié au milieu universitaire par sa famille ou encore être d'origine parisienne par la naissance ou le poste occupé. Mais on voit tout de suite que ce portrait robot désincarné, à quelques variantes près, est celui de la plupart des hauts fonctionnaires ou des universitaires les plus en vue. Au surplus, il ne suffit pas de posséder tous ces atouts pour devenir directeur, ni qu'inversement, on l'a noté au cours de la description, ceux qui ne les détiennent pas n'aient aucun espoir d'accéder à la direction. Si l'on est trop différent de cet idéal-type (qui s'est constitué par l'addition des traits des directeurs successifs), il faut des circonstances exceptionnelles pour entrer dans le cercle des "directorables", mais, inversement, si l'on en est trop proche, ce sont des facteurs secondaires, non prévisibles, qui font la décision : disponibilité de carrière, appartenances partisans ou idéologiques, cohérence de vue avec la tendance scientifique dominante, préférence pour une trajectoire administrative par rapport à une carrière continue de recherche. Cependant un troisième facteur, gommé jusqu'à présent, doit être aussi pris en compte : la position relative des fonctions dirigeantes au CNRS se modifie à mesure que la taille de l'organisme change. Au départ, le CNRS n'est qu'un petit bureau, annexe du ministère de l'Education nationale, qu'on peut confier à des non-professionnels de l'administration : ce qu'il faut avant tout, ce sont des idées et une bonne connaissance du milieu scientifique ainsi qu'une autorité intellectuelle personnelle tirée de la légitimité propre au milieu des savants. Depuis le milieu des années 60, le CNRS constitue une grande direction de ministère et même un quasi ministère par ses effectifs et son budget. Il faut de plus en plus recourir à des professionnels de l'administration; il est préférable aussi que les directeurs possèdent leurs entrées dans le milieu gouvernemental pour négocier, tandis que leur autorité intellectuelle est de plus en plus partagée avec les échelons intermédiaires. On continue à prendre des scientifiques par tradition et commodité mais on les flanque d'administratifs purs pour le détail technique.

Ces deux âges du CNRS peuvent être qualifiés, l'un, d'âge académique ou féodal, l'autre, d'âge administratif. Par la première expression, on marque que le réseau d'accès au sommet repose sur le patronage entre savants et une communauté universitaire soudée; le second sort en partie des limites fixées par le titre de l'étude et correspond à la fin des années 60 et aux diverses remises en cause qui les caractérisent : attaques contre le mandarinat universitaire en 1968, départ du général de Gaulle et fin d'une certaine mystique de la recherche, accent mis sous les septennats suivants sur une recherche plus finalisée. D'autre part, le CNRS, comme toutes les administrations, subit les effets de la présidentialisation du régime, de la crise administrative née de la structure de plus en plus envahissante des cabinets ministériels et, comme secteur spécifique, doit faire face à l'internationalisation et à l'expansion de la science, de plus en plus "lourde", sur fond de crise universitaire. Cette époque est encore trop proche pour qu'on puisse reconstituer réellement les nouveaux réseaux qui se mettent en place d'autant plus que les témoignages sont rares, et sujets à caution car il ne s'agit plus d'enjeux froids mais de débats toujours actuels dont les parties prenantes n'ont pas dit leur dernier mot et doivent s'en tenir à un discours officiel autojustificatif (17).

Pour cette seconde période, je me limiterai donc à une description plus sommaire en essayant de montrer à partir de données objectives les différences avec la première période.

### *b) L'âge académique ou féodal*

Les témoignages oraux sur les circonstances des nominations des directeurs des périodes anciennes laissent une curieuse impression. Le hasard plus que la nécessité semble y présider. Tous ces tenants du déterminisme physique dans leur profession, nous livrent une image complètement anémique des raisons de leur accès au poste directorial. Rien, semble-t-il, de moins concerté que leur entrée dans les hautes sphères administratives. Doit-on les accuser de dissimulation, d'excessive modestie, de réserve professionnelle ou de sacrifice à l'idéologie du savant désintéressé qui, quand il prend un poste administratif, obéit à un devoir de dévouement à des pairs au lieu de rechercher le pouvoir comme dans une administration ordinaire ? Pourtant la description objectiviste que l'on a faite précédemment contredit en partie cette notion de pure élection divine. A l'âge académique ou féodal, on n'a pas besoin de faire campagne, de se placer dans les positions stratégiques pour bénéficier de nominations discrétionnaires. En fait l'élection a eu lieu bien avant la nomination effective. Les réseaux se sont tissés de longue date et ont présélectionné un vivier de dirigeants potentiels qui peuvent ainsi avoir le sentiment d'être libres ou d'avoir accepté sans avoir brigué quoi que ce soit. Dans le monde mandarinal, monde à taille humaine, les individus sont à l'intersection des mailles d'un filet fait de hiérarchies verticales et de solidarités horizontales. Parmi celles-ci, viennent en tête les promotions d'école, avant tout celles de l'Ecole normale supérieure on l'a vu, mais en leur sein surtout les groupes de préparation à l'agrégation ou l'appartenance à un même laboratoire; les hiérarchies verticales reposent sur les relations patron/ disciple, relations quasi familiales fondées sur le remplacement des générations sans guerre de succession. Pour ces quelques dizaines d'individus par disciplines, les fraternités ou les paternités électives résistent à l'épreuve du temps grâce à la proximité spatiale (celle des facultés, celle des quartiers habités, celle des villégiatures ou des loisirs communs) et à l'auto-élimination des individus les moins conformes au nom de l'idéologie inflexible de la valeur intellectuelle pure qui n'est que l'épuration de l'habitus disciplinaire. Dans ce monde enchanté, les meilleurs, par définition, se choisissent entre eux, les amitiés ou les patronages ne survivent pas aux échecs à des concours, aux choix de carrière aberrants, aux remises en cause des orthodoxies.

L'examen, dans cette perspective, des directeurs de la première période permet de rendre compte de la nomination de la quasi totalité d'entre eux. Les exceptions relèvent d'une légitimité dérivée d'un autre système, celle du réseau de patronage politico-administratif de la période du tâtonnement fondateur. Il faut partir de celui-ci, car le réseau central de cooptation s'est greffé sur lui. Le gouvernement de Léon Blum est caractérisé, on le sait, par une forte influence des savants en son sein. Irène Joliot-Curie puis Jean Perrin en font partie, tandis qu'on rencontre Henri Laugier au cabinet d'Yvon Delbos, ministre des Affaires étrangères, et Georges Jamati proche collaborateur de Jean Zay et de Jean Perrin, au ministère de l'Education nationale. Le directeur de l'enseignement supérieur de l'époque, Jacques Cavalier, est, lui aussi, un scientifique. Cette interpénétration des deux mondes repose d'abord sur des affinités partisans : le Comité de vigilance des intellectuels antifascistes, origine première de la coalition victorieuse en 1936 est animé en grande partie par des savants; en second lieu, il existe une unité de génération : Léon Blum et Jean Perrin sont du même âge et des amis de longue date du temps de l'affaire Dreyfus; les autres noms cités sont nés à la charnière des deux siècles; ces liens sont renforcés par des connivences d'école au sens étroit et au sens large du mot : L. Blum, J. Cavalier, Y. Delbos et J. Perrin,



tous anciens normaliens, sont des produits achevés de la "République des professeurs", dont la base idéologique est un humanisme moderniste, un dreyfusisme rénové et un rationalisme militant dont la science est le garant suprême. Un premier groupe de directeurs du CNRS est directement issu de ce premier cercle, dès les premières années (Laugier) ou à plus longue échéance : Jamati ne deviendra directeur adjoint qu'après la guerre mais il s'est occupé de la Caisse des recherches scientifiques auprès de Jean Perrin dès le début, Champetier a coopéré avec Jean Perrin dès 1937, lors de la mise en place du Palais de la Découverte (18).

Pourtant, ce premier réseau, comme tout réseau politique, est fragile, surtout en ces années troublées. Il n'a pu se reconstituer que grâce à l'apport de la Résistance. Persécutés par Vichy en tant qu'incarnations du Front populaire, résistants ou exilés, ces directeurs du premier cercle ont retrouvé le chemin du pouvoir au moment de la Libération mais avec l'apparition de tensions entre les diverses obédiences de gauche : on sait que Laugier, soutenu par les radicaux et les socialistes (c'est un ami personnel de Vincent Auriol) est nommé officiellement à Alger par le gouvernement de de Gaulle. Mais il a dû s'incliner devant le fait accompli de la prise de pouvoir quasi insurrectionnelle des communistes Henri Wallon et Frédéric Joliot, le premier nommant le second au lendemain de la prise de contrôle du ministère de l'Education nationale pendant la libération de Paris (19).

Cette forte coloration politique des débuts du CNRS aurait pu causer aussi la perte de l'institution et elle a été à deux doigts de le faire sous Vichy. Si les directeurs, comme l'institution, ont finalement traversé les orages de l'Occupation, de la Libération et de la guerre froide, c'est parce que ce réseau politique était sous-tendu par un réseau universitaire plus large. Son noyau est constitué par le groupe de l'Arcouest, du nom de la villégiature privilégiée de ces hommes et de ces femmes, près de Ploubazlanec, dans les Côtes-du-Nord (20). Cette chaîne d'amitiés s'est rassemblée autour d'un littéraire, l'historien Charles Seignobos, un autre vétéran de l'affaire Dreyfus : on y rencontre Jean Perrin, Marie Curie, les Joliot, Emile Borel et sa femme, la romancière Camille Marbo, Charles Maurain, futur doyen de la Faculté des sciences et Louis Lapicque dont le fils épousera la fille de Jean Perrin, tandis que le fils de ce dernier, Francis, prendra pour femme la soeur de Pierre Auger, et donc la fille d'un autre collègue, Victor Auger. Tous, ou presque, sont professeurs à la Sorbonne, membres de l'Institut ou le deviendront. Ce réseau aux affinités profondes du fait de cette similitude de recrutement est, comme le noyau politique décrit ci-dessus, une sorte de cartel des gauches intellectuel; on y trouve la génération dreyfusarde (Perrin, Curie, Borel, Lapicque, Seignobos) et celle qui accède à l'apogée universitaire dans les années 1910 (Maurain). Elle a été soudée par une première expérience de recherche organisée pendant la guerre de 1914 autour du cabinet Painlevé, savant et homme politique très lié aux précédents, tout comme Aimé Cotton l'est à Jean Perrin. Or, par une série de relais fondés sur le patronage ou la confraternité évoqués liminairement, on peut dessiner les fils qui relient les directeurs successifs du CNRS de la première période aux savants que l'on vient de citer. Du laboratoire de Cotton, viennent G. Dupouy, P. Jacquinet, F. Gallais, plus lointainement R. Chabbal et S. Feneuille (mais pour ce dernier, l'explication est toute autre). Charles Maurain, doyen de la Sorbonne est le maître et le patron de Jean Coulomb. Il recommandera ce dernier à Gaston Dupouy quand celui-ci veut passer la main (21). Frédéric Joliot, on le sait, est l'ami et le camarade de parti de Georges Teissier dont il a fait son adjoint puis son successeur quand il passe au CEA. Pierre Drach, sous-directeur du laboratoire de Teissier, bénéficie d'une triple recommandation : celle de Maurain, ami de de son père, et qu'il a accompagné en 1932-34 lors d'une campagne du Pourquoi Pas ?, celle de Teissier, son patron de laboratoire et celle enfin de son ami Donzelot, le directeur de

l'enseignement supérieur de l'époque (22). Enfin une dernière relation de patronage lie Emile Borel et Joseph Pérès, directeur adjoint auprès de Teissier (23).

Les deux directeurs nommés sous Vichy relèvent, mutatis mutandis, du même cas de figure, dans un registre opposé à celui des directeurs liés aux gouvernements de gauche. Charles Jacob est chargé de la mission de liquider l'héritage du Front populaire puis de le maintenir. Ses liens avec Jacques Chevalier le ministre de l'Education nationale remontent à l'Ecole normale supérieure où ils furent condisciples entre 1900 et 1903, l'un en sciences, l'autre en lettres. Ils ont dû se connaître en raison de leur commune appartenance à la minorité "tala" (c'est-à-dire catholique pratiquante) des normaliens sous la houlette du père Portal, aumônier de l'Ecole. L'un et l'autre sont d'orientation conservatrice et opposés aux scientifiques de gauche qui ont régné sur le CNRS jusqu'alors. En outre Jacob, comme son adjoint Dupont (lui aussi catholique pratiquant) ont clairement opté pour la science appliquée qui est l'orientation choisie sous Vichy pour le CNRS maintenu (24).

Cette description ne tend pas à expliquer l'accès au poste dirigeant par l'existence d'une mafia occulte. Elle montre seulement, qu'en fait, au-delà des titres à l'excellence qu'avaient tous ces savants, ils étaient pris de toute part par des liens d'interconnaissance. On a donc pensé d'abord à eux avant d'autres, également titrés ou également possibles, en fonction du portrait-type que les décideurs avaient en tête. Ce système de patronage fonctionne lorsqu'il y a communauté de discipline et si le pouvoir politique ou administratif laisse le champ libre à la cooptation par le prédécesseur. Le directeur doit donc détenir un mandat suffisamment long pour avoir le temps d'assurer sa succession, à moins qu'une situation de crise imprévisible oblige à un choix d'urgence dans le cercle le plus immédiat. Quand les liens disciplinaires n'existent pas, les réseaux d'appel sont plus médiats et passent par des liens de patronage dérivés de grands électeurs.

La nomination de Michel Lejeune, directeur des sciences humaines, après la disparition prématurée de Georges Jamati, relève de ce cas de figure. D'après son témoignage, le point de départ serait une réunion de doyens dont Dupouy présidait l'amicale en 1946 (25). Mais il s'y ajoute la double recommandation du recteur de Paris, Jean Sarrailh, dont Lejeune fut le collègue à Poitiers, et celle de Joseph Vendryès, patron et prédécesseur de Lejeune à la Sorbonne en même temps que président de la commission de philologie du CNRS et, à ce titre, expert en recrutement. La succession Lejeune-Monbeig, bien que le départ du premier ait été prévu longtemps à l'avance, ne suit pas pour autant le modèle de cooptation cher aux scientifiques purs, comme si la position problématique de ces disciplines au CNRS et l'absence de consensus sur les compétences requises pour ce type de fonction l'empêchaient. En une période d'unicité de la direction des sciences humaines, il convenait de respecter une alternance des disciplines (alors que la domination quasi ininterrompue de la physique ne pose pas de problème en sciences exactes); c'est pourquoi Michel Lejeune pressent successivement, un sociologue, Raymond Aron, un économiste, Raymond Barre, et un anthropologue, Claude Lévi-Strauss, afin de prendre la relève d'un linguiste (26). Mais tous les trois refusent, estimant sans doute que leur position académique était supérieure à cette fonction. Michel Lejeune sollicite alors un géographe, Pierre Monbeig. Michel Lejeune ne fournit pas d'explication claire mais on peut supposer que Claude Lévi-Strauss, qui a été le collègue au Brésil de Monbeig, l'a recommandé, tout comme le recteur Sarrailh qui lui avait confié la direction de l'Institut des Hautes Etudes de l'Amérique latine, poste assez proche par ses caractéristiques de la direction des sciences de l'homme. Pour Monbeig, une direction adjointe du CNRS, à la différence des autres universitaires cités, constitue un échelon de plus dans la carrière car sa spécialité ne lui donne qu'un poids assez faible au sein

de l'Université de Paris, conséquence d'une trajectoire déviante de la norme (27). On note, au passage, qu'aucun historien n'avait été envisagé par Lejeune, sans doute parce que les historiens détiennent à l'époque de nombreuses positions de pouvoir dans les sciences humaines : le décanat de la Sorbonne (André Aymard), deux sièges au directoire du CNRS (Charles Morazé et Pierre Renouvin), la présidence de la VIème section de l'EPHE (Fernand Braudel).

### *c) L'âge administratif*

L'âge administratif se caractérise par une complication des réseaux d'accès, une intrusion des recommandations externes au milieu universitaire et par la constitution de véritables carrières d'administration de la recherche. Les décideurs tendent à choisir des individus qui leurs ressemblent, c'est-à-dire mobiles. Ces derniers ne sont plus intégrés par des relations quasi familiales mais par des rapports fonctionnels et temporaires où chaque poste est l'élément de la constitution d'un profil qui se trouve ensuite correspondre aux critères de la politique à mener. On a vu que les thèmes du rapprochement de la recherche et de l'industrie se sont traduits par l'arrivée au pouvoir des polytechniciens. De même l'ouverture internationale coïncide avec la nomination de directeurs en partie formés aux Etats-Unis. Le cercle proche des ministres devient aussi l'élément décisif, comme vivier et comme filtre des candidatures, à l'instar de ce qui se passe pour les autres administrations. Bref, on est passé du club d'amis, de collègues ou de disciples, aux principes des bureaux de recrutement des cadres supérieurs de haut niveau, doublés d'appuis en haut lieu pour faire la différence. Il y a quelque chose de la renaissance du réseau politique des débuts du CNRS mais avec en plus les principes abstraits des curriculum vitae des managers de multinationales. La difficulté de cette description est cependant triple. Nos informations ont toutes un caractère officiel et unilatéral. La présentation de soi des directeurs généraux répond aux principes même que les choix veulent illustrer. Or ce qui est le plus important est peut être ce qu'on tait et auquel l'historien ne peut accéder. En second lieu, la multiplication des niveaux d'interventions politiques complique la reconstitution des réseaux. Enfin la précarité croissante des fonctions diminue le poids des directeurs généraux alors que les directeurs scientifiques sont moins affectés par les troubles au sommet de ces dernières années, sciences humaines, mises à part. Il faudrait donc savoir si le pouvoir le plus important ne réside pas maintenant au niveau de ces baronnies à clientèle, puisque les grands choix stratégiques sont accaparés par d'autres instances gouvernementales ou para-gouvernementales.

### **III. Les rapports de pouvoir au sein du personnel dirigeant**

La lecture des interviews des témoins des époques anciennes du CNRS donne l'impression d'une sorte d'âge d'or de la direction du CNRS des années 50 et 60 quand trois hommes à eux tous seuls surveillaient l'ensemble des commissions et prenaient "en troïka" les principales décisions intéressant l'organisme. Il y a sans doute une part de nostalgie d'hommes retirés des affaires qui ont vécu, au cours de leur carrière, non seulement l'explosion universitaire qui a englouti l'Université de la Troisième République, dans laquelle ils avaient été formés, mais aussi la dérive bureaucratique du CNRS, à l'opposé des buts initiaux de cette institution chargée justement de rompre avec les rigidités du système universitaire classique. Cependant, malgré cette déformation inévitable du souvenir, ces impressions correspondent probablement à une partie de la réalité dans la mesure où l'on peut supposer que la force des relations interpersonnelles, dont le processus de cooptation des dirigeants est l'une des manifestations, contribuait sans aucun doute, malgré les rivalités

de personnes, à régler au moindre coût bien des questions pendantes, en dehors des circuits classiques. Ceci nous conduit à l'examen des rapports de pouvoir au sein du personnel dirigeant que nous tenterons de cerner à travers trois indicateurs : la durée des mandats et la sortie de fonction des directeurs et enfin les caractéristiques comparées des dirigeants et du personnel de la principale instance de contrôle pendant notre période, le directoire du CNRS.

#### *a) La durée des mandats*

La période centrale est celle où les mandats des directeurs comme des directeurs adjoints sont les plus longs. Les mandats de cinq ans et plus l'emportent : ainsi pour Jamati (1949-54), Pérès (1945-51), Coulomb (1957-62) Jacquinet (1962-69), Dupouy (1950-57) Gallais (1965-73), Lejeune (1955-63), Drach (1957-65), Monbeig (1963-72). En revanche, les passages plus brefs aux affaires caractérisent les deux extrémités de l'histoire du CNRS : sa mise en place perturbée par la guerre, sa renaissance à la Libération, puis les incertitudes sur ses missions au gré des changements politiques depuis les années 70. Or la durée des fonctions est un élément de pouvoir par la constitution ou non de nouveaux réseaux et d'une mémoire administrative face aux interlocuteurs extérieurs : autres ministères, budget, présidents des commissions, membres du directoire. La difficulté pour trouver un successeur après les mandats prolongés témoigne de cet effet du temps sur l'assise d'un pouvoir aussi paradoxal que le pouvoir scientifique. Le cas de Jamati est typique à cet égard. A ses débuts, celui-ci n'est qu'un fonctionnaire comme les autres de la direction de l'enseignement supérieur. Son intégration dans le réseau Perrin en fait une sorte de survivant incontournable de la période fondatrice, de mémoire vivante d'une institution qui se cherche et dont les directeurs successifs ne parviennent pas à durer; d'où ses promotions successives à mesure que l'institution grandit : sous-directeur plutôt administratif (1942-49), il acquiert une véritable dimension d'expertise intellectuelle comme directeur adjoint des sciences humaines en 1949, jusqu'à son décès. Le fait même qu'il n'ait pas une position académique élevé, il n'est que licencié ès lettres, alors qu'il a pour partenaires tous les mandarins de la Sorbonne couverts de peaux d'âne, l'oblige à une gestion diplomatique respectant les sphères d'influence des disciplines dont il a la charge. Comme il n'est le rival d'aucun, il n'est pas pris dans les conflits de personnes ou de disciplines, si fort en sciences humaines. Il peut ainsi se faire accepter en respectant une division du travail entre deux niveaux de décision : le recrutement des personnels pour les commissions, les répartitions de crédit pour la direction. Beaucoup d'universitaires de ces disciplines n'ont pas encore une image claire de la fonction possible du CNRS, ce qui facilite sa tâche : pour eux, à la différence des sciences de la nature, le CNRS est moins un enjeu financier (car peu de disciplines ont besoin de gros crédits à cette époque) qu'un moyen de constituer des clientèles d'élèves et de boursiers de thèse patronnés par les titulaires des chaires parisiennes ou des institutions d'érudition. A l'inverse, de nos jours, où les personnels sont moins dépendants statutairement pour leur carrière des patrons, eux-mêmes de plus en plus nombreux et moins influents qu'autrefois, la zone de friction entre les directeurs scientifiques et les commissions ne peut que s'accroître, les enjeux financiers étant de plus en plus décisifs car les seuls sur lesquels un pouvoir réel peut encore s'exercer.

#### *b) Les sorties de fonction*

Le changement d'orientation dans l'exercice du pouvoir apparaît aussi à travers l'analyse des sorties de fonction. On retrouve la même opposition entre les deux âges que pour le processus de nomination. De parenthèse dans une vie universitaire, les fonctions directoriales deviennent l'élément d'un cursus de carrière qui s'éloigne de l'Université pour

faire du scientifique un haut fonctionnaire d'un nouveau type. Jusqu'aux années 60, les directeurs rentrent dans le rang de la vie académique après leur séjour quai A. France. Ce retour est même conçu comme une libération et une récompense après les années de dévouement à la communauté et de servitude bureaucratique. La transition se fait d'autant mieux que les directeurs gardent de nombreuses façons d'exercer une influence indirecte sur l'institution : présence dans les commissions ou présidence de l'une d'elles; appartenance au directoire, au conseil d'administration, aux divers conseils supérieurs, désignation du successeur. Gaston Dupouy illustre à merveille ce retour à la vie universitaire sans déchirement. Celui qu'on surnommait "Napoléon" pendant ses fonctions n'a eu ni son île d'Elbe, ni ses Cent-Jours ni sa Sainte-Hélène, à la différence de quelques uns de ses successeurs plus récents. Non seulement il prépare sa succession un an à l'avance en prenant Jean Coulomb à ses côtés, mais, après son honorariat, il entre au directoire, et au conseil d'administration, préside la commission d'électronique à partir de 1965 et fait partie de la commission nationale de l'UNESCO et du comité d'organisation de l'Exposition de Bruxelles de 1958. Ses successeurs, en revanche, sont progressivement aspirés vers les hautes sphères administratives : J. Coulomb passe à la présidence du CNES, H. Curien à la DGRST, comme B.P. Grégory, J. Ducuing et S. Feneuille, pantouflent ou repantouflent à l'instar de n'importe quel grand commis de l'Etat. On a vraiment changé d'ère, on est entré non seulement dans celle de la science lourde mais dans celle de la technostrucure de la science. Bref, le CNRS, créé pour redonner aux savants leur autonomie face aux charges pédagogiques ou à la demande externe, a peu à peu subi le sort bureaucratique de toutes les grandes organisations et a bureaucratisé à son tour son personnel dirigeant, car comme dans toutes les administrations, le phénomène se diffuse du haut vers les niveaux intermédiaires, comme on va le voir avec l'analyse du directoire.

### *c) Directoire et directeurs*

Dans la multiplicité des structures de direction du CNRS, le directoire, face aux directeurs, joue le rôle, si l'on utilise une métaphore parlementaire, de sénat (le comité national étant l'assemblée nationale), ou, si l'on préfère une image politique, de comité central, intermédiaire entre l'exécutif et le congrès dans un parti. L'analyse de la composition du premier directoire, celui de 1950, donne incontestablement raison à la première analogie proposée, tandis que l'évolution, on va le voir, le rapproche du second modèle. Le directoire de 1950 est plutôt un conseil des anciens : 13 membres sur 20 ont plus de 55 ans. Le plus âgé, Emmanuel de Martonne est né en 1873 (77 ans), le plus jeune G. Champetier n'a, lui, que 45 ans. Coexistent dans cette instance six universitaires arrivés à la consécration dans les années 1910 ou 1920, sept dans les années 1930 et un nombre équivalent de moins de 50 ans, tout juste consacrés après la guerre. La majorité penche donc du côté de l'Université de la Troisième République qui a vécu sans CNRS. Elle ne peut donc que modérer la fougue des directeurs qui appartiennent, au contraire, à la génération des cadets. Au plan des disciplines, l'équilibre est également respecté selon un savant dosage : on note cependant une légère sur-représentation des sciences humaines et sociales (7 représentants y compris les juristes) et pour les sciences physiques (5 en physique et 2 pour la mécanique ou l'astronomie). En revanche, la biologie et la philosophie n'ont pas de porte parole. Ce poids des sciences sociales est encore plus évident si l'on tient compte de la surface sociale exceptionnelle de leurs tenants : ils appartiennent aux générations les plus anciennes et sont presque tous membres de l'Institut. Ainsi au directoire, les lettres et sciences humaines, par les caractéristiques de leurs représentants, sont plutôt du côté de la tradition, tandis que les sciences expérimentales comptent une proportion supérieure de savants encore jeunes, liés à la recherche active. Deux interprétations, non exclusives, peuvent être présentées pour

rendre compte de ce clivage : les sciences humaines peuvent avoir besoin pour défendre leurs intérêts, face aux sciences "dures", de porte parole particulièrement prestigieux donc anciens et titrés pour en imposer aux académiciens des sciences; seconde hypothèse non exclusive de la première : la reconnaissance étant plus longue à acquérir qu'en sciences exactes, seuls les plus âgés peuvent jouer ce rôle de représentation externe car ils n'ont plus rien à prouver et échappent, étant à la retraite ou proches d'elle, aux conflits et aux oppositions qui divisent les générations encore actives.

Cette assemblée ne se confond pas pour autant avec une académie. Plus encore que les directeurs, les membres du directoire ont manifesté, au cours de leur carrière, le goût du pouvoir universitaire et l'intérêt pour l'administration académique. 9 sur 20 sont ou ont été doyens ou assimilés de facultés ou de grand établissement ou encore, pour deux d'entre eux, occupent des positions directement administratives. La majorité a donc une expérience analogue à celle des directeurs du CNRS en fonction. Elle peut donc juger son action en connaissance de cause. Autant et même plus que les directeurs, les membres du directoire sont unifiés par une communauté d'éducation au sein de l'Ecole normale supérieure (12 anciens élèves de la rue d'Ulm sur 20), alors qu'un seul directeur en poste en 1950 est normalien. Enfin la domination parisienne, plus encore qu'au Comité national, est écrasante, un seul membre du directoire en 1950, Louis Néel, enseigne en province. Tous ces indices d'une connivence préalable incluse dans les trajectoires sont renforcés par une expérience ancienne des commissions délibératives. Parmi toutes celles qu'on pourrait citer et liées à des fonctions universitaires classiques (assemblées de professeurs pour les doyens, administrateurs ou directeurs de grands établissements, commissions spécialisés diverses), on privilégiera la structure délibérative qui préfigure le directoire et le Comité national, à savoir le Conseil Supérieur de la Recherche Scientifique de Jean Perrin. Malgré l'écart de dix ans qui sépare la réunion des deux institutions, près de la moitié des membres du directoire de 1950 ont appartenu au CSRS : Emmanuel de Martonne, Mario Roques, Lucien Febvre, Edmond Faral, Jean Cabannes, André Danjon, Robert Courier, Gaston Dupouy, et Louis Bugnard. Comme pour les directeurs, on retrouve ainsi la même structure de cooptation interne de l'instance de contrôle du premier âge du CNRS.

Comment ce groupe de sages évolue-t-il ? Garde-t-il, du fait du décalage des générations, un côté plus académique alors que le profil des directeurs, lui, se transforme, divergence qui pourrait être la source possible de conflits et de tensions? Afin de répondre à cette question, j'ai choisi de partir non des listes de nominations, telles qu'elles paraissent dans le Bulletin Officiel de l'Education nationale, mais des listes de présents ou d'excusés des séances du directoire. Dans les listes officielles, les présences épisodiques (décès en cours de mandat, absences répétées, maladies) faussent en effet la réalité de ces dernières. La présence affirmée ou l'absence motivée de la seconde source citée marquent au contraire mieux la réalité de l'intérêt pour une instance où certains siègent parfois uniquement ès qualité. J'ai comparé la situation de 1950 à trois coupes : les réunions de décembre 1956, juillet 1960 et juillet 1963.

En dépit du faible écart chronologique entre ces coupes, le directoire connaît, sauf pour la première date d'observation, un renouvellement important de sa composition. Si le nouveau directoire de 1953 connaît peu de changement en 1956 (sur les trois membres qui diffèrent, deux sont des directeurs du CNRS et le troisième le directeur de l'enseignement supérieur), les assemblées suivantes sont très différentes. En 1960, 14 nommés sur 26 sont des nouveaux venus et trois ans plus tard on dénombre de nouveau 16 novices sur 30, alors que l'équipe directoriale compte à chaque fois deux membres communs sur trois aux deux dates

d'observation. Au plan individuel, on conclura donc à un tournant du CNRS et à une relève des générations qui coïncide avec l'avènement du pouvoir gaulliste. La structure démographique de ce conseil s'en ressent : à la tripartition grands anciens, anciens et hommes d'âge mur, succède une bipartition juniors/seniors. En 1956, l'écart extrême entre les dates de naissance est compris entre 1882 et 1907 (contre 1873-1905, six ans plus tôt); en 1960, il se situe entre 1892 et 1920 (si l'on excepte deux membres nettement plus âgés), tandis qu'en 1963, la jeune génération universitaire forme près d'un tiers du total : 9 membres (plus une non-réponse probable d'un directeur de recherche au CNRS, Bernas) ont cinquante ans ou moins. Ce rajeunissement rapproche donc le directoire du Comité national et du groupe des directeurs. Mais y a-t-il pour autant altération du profil socio-professionnel, à l'instar de la composition contemporaine du CCRST?

#### Origine géographique et sociale des membres du directoire

Parisiens	15,0%	Père enseignant	30,0%	1950
d°	21,0%	d°	31,5%	1956
d°	39,2%	d°	35,7 %	1960
d°	30,0%	d°	26,6 %	1963

#### Filière d'études supérieures :

Année	X	ENS	Ec. Ing	F.Sc.	Autre	Faculté
1950	-	60,0	4,0	25,0	10,0	
1956	-	57,8	10,5	5,2	10,5	
1960	10,7	50,0	3,5	14,2	21,4	
1963	3,3	30,0	3,3	43,3	20,0	

#### Poste occupé au moment de la nomination :

Col.F	F. s.P	F.s Pr	Doy P.	Doy. Pr	Adm	Privé	CNRS	Cab.	
20,0	35,0	-	25	10,0	10,0	-	-	-	1950
10,5	36,8	5,2	26,3	5,2	10,5	-	-	-	1956
14,2	39,2	7,1	10,7	3,5	14,2	3,5	7,1	-	1960
3,3	43,3	6,6	10,0	3,3	13,3	-	16,6	3,3	1963

Abréviations : Col.F. : Collège de France; F.s. P. : Faculté des sciences de Paris; F.s. Pr. : Faculté des sciences de province; Doy. P. : doyen Paris ou directeur de grand établissement; Doy. Pr. : doyen en province ; Adm. : administration; Cab. : membre d'un cabinet ministériel.

Si l'on se limite aux indices socioculturels les plus globaux, l'évolution est limitée, en dépit du brassage d'hommes réalisés en 13 ans. On ne prend pas les mêmes, mais les nouveaux sont puisés dans le même vivier universitaire. On note même, aux trois premières dates d'observation, une élévation progressive des seuils de sélection : augmentation du pourcentage de parisiens d'origine et des savants issus de famille d'enseignants, maintien à un haut niveau de la part des normaliens, alors que ceux-ci, en raison de l'augmentation des effectifs universitaires, déclinent relativement au niveau global. De même la domination des universitaires en poste à Paris n'est jamais entamée : 90% et plus travaillent à Paris. Pourtant, si l'on entre un peu plus dans le détail, des inflexions apparaissent qui indiquent l'entrée dans un nouvel âge du CNRS au cours des années 60, ce qu'on a déjà établi pour les directeurs. Le CNRS a été guidé pour ses premiers pas par les détenteurs du pouvoir universitaire, en premier lieu les doyens parisiens ou provinciaux. Or ces deux catégories s'effacent peu à peu : elles sont progressivement supplantées par les membres de technostructures plus lointaines : administratifs purs, membre du CCRST ou de cabinets ministériels. Si les professeurs des facultés parisiennes conservent leur prééminence, malgré l'augmentation des effectifs du directoire, cela tient à la fois à la croissance globale de ce

groupe et à sa domination au sein du Comité national dont le directoire est une image en réduction. En revanche, les grands établissements dont les effectifs enseignants ne suivent pas la croissance des facultés, perdent une partie de leurs positions de pouvoir, notamment le Collège de France et l'École pratique des Hautes Études.

Le directoire suit ainsi la même évolution que le groupe des directeurs (qui proposent une partie des membres et choisissent donc leurs pairs), ce qui tend à "désacadémiser" le directoire. Mais, en raison des nominations d'origine ministérielle, s'introduisent aussi un nombre croissant d'hommes issus d'une filière plus administrative et chargés de surveiller, avec d'autres critères que scientifiques, un organisme de plus en plus gros et coûteux. Deux autres indices marquent l'éloignement du modèle sénatorial et académique et le rapprochement du modèle du comité directeur ou du conseil d'administration : d'un côté, la diminution de la part de membres de l'Institut (28), de l'autre l'introduction de représentants, moins titrés de la communauté des chercheurs, maîtres et directeurs de recherches. Cette hétérogénéité des profils, comme la diversification disciplinaire (renforcement de la biologie et des sciences naturelles au détriment de la médecine, entrée de spécialistes de science appliquée) font du directoire une image en réduction de la diversité de l'organisme et non plus une instance où les tensions étaient amorties par l'ancienneté et le prestige académique comme au début des années 60. Tant que l'on est, comme à cette époque, dans une phase de croissance rapide, la résolution des conflits peut se faire à l'amiable, mais dans une phase de difficulté, ce type d'instance est moins facile à gérer, d'autant que la durée des mandats des directeurs rétrécissant, ils n'auront plus bientôt cette avantage de l'ancienneté aux affaires. La réforme de 1966 puis les réformes ultérieures sont clairement le produit de ce changement de composition du directoire. Les multiples instances nouvelles se partagent les divers pouvoirs autrefois concentrés dans des équipes plus réduites et combinant l'autorité temporelle et l'autorité scientifique, tout en gardant des liens encore personnels avec la communauté savante dans son ensemble.

### **Conclusion**

Le type d'analyse prosopographique tentée ici met en évidence des évolutions que la seule histoire institutionnelle ou sectorielle du CNRS ne fait pas apparaître. Elle a toutefois aussi ses limites : celle de l'inégale documentation à mesure qu'on avance dans le temps, problème insoluble de l'histoire très contemporaine où les observateurs comme les objets observés interagissent de plus en plus, ce qui nuit à l'impartialité ou à la clarté. Il apparaît toutefois que la solution au problème initial que suppose le recrutement d'hommes dotés d'une compétence et d'une légitimité double est de plus en plus tranchée en fonction de la seconde branche de l'alternative, celle de l'assimilation au profil des grands commis. La formation scientifique et la période de recherche ne constituent plus qu'une brève parenthèse dans une carrière mobile, à l'instar des trajectoires classiques des membres des grands corps. L'étude du personnel dirigeant du CNRS permet de voir la naissance progressive d'un nouveau type d'élite, issue de l'Université scientifique mais de plus en plus distincte d'elle, dans la mesure où l'accès aux responsabilités administratives se fait de plus en plus tôt. Les initiateurs de l'institution, dreyfusards et socialistes hostiles à l'État napoléonien seraient certainement surpris du résultat historique de leur entreprise : accumulation de niveaux écrans au sein de la hiérarchie universitaire, groupes de pression, etc. La république de la science dont ils rêvaient tend ainsi à nourrir des oligarchies qui se neutralisent ou à devenir un nouvel enjeu de pouvoir pour des élites extérieures.



## Annexe prosopographique

### Liste des Directeurs et directeurs généraux :

Henri Longchambon (1938-1940) (CNRSA).  
Henri Laugier (1937-40) et (1943-44 à Alger).  
(J. Mercier)(juin-septembre 1940).  
Charles Jacob (1940-1944).  
Frédéric Joliot (septembre 1944-janvier 1946).  
Georges Teissier (février1946-janvier 1950).  
Gaston Dupouy (1950-1957).  
Jean Coulomb (1957-1962).  
Pierre Jacquinet (1962-1969).  
Hubert Curien (1969-1973).  
Bernard-Paul Gregory (1973-1976).  
Robert Chabbal (octobre 1976-1979).  
Jacques Ducuing (1979-1981).  
Jean-Jacques Payan (novembre1981-1982).  
Pierre Papon (1982-1986).  
Serge Feneuille ( juin 1986-1988).

### Liste des directeurs adjoints : sciences

1940-1945 : Georges Dupont.  
1945-1951 : Joseph Pérès.  
1951-1956 : Georges Champetier.  
1956-1957 : Jean Coulomb.  
1957-1965 : Pierre Drach.  
1965 15 janvier-fin 1966 : Fernand Gallais,directeur adjoint; 1967-1er mai 1973 : directeur scientifique :

### Lettres et sciences humaines :

1949-1954 : Georges Jamati.(en congé de maladie en 1953-54).  
1955-1963 : Michel Lejeune.  
1963-1967 : Pierre Monbeig.

### Notices :

1 CHABBAL (Robert)  
Né le 6 février 1927 à Nîmes (Gard).

Origine sociale : père : Jean, professeur; mère, née Lucie Perrier.

Etudes : Lycées de Nîmes et Saint-Louis; Ecole normale supérieure (1946); agrégé de physique (1950); docteur ès sciences (1957).

Marié deux fois; deux enfants de son premier mariage et deux de son second.

### Carrière :

- Assistant à la Faculté des sciences de Paris (1950).
- Maître de recherches au CNRS (1958).
- Professeur à la Faculté des sciences de Paris (1962).
- Professeur à la Faculté des sciences d'Orsay (1965).
- Directeur du laboratoire Aimé Cotton (1962-69).

- Membre du Comité national (1963, 1967).
- Membre du CCRST (1964-68).
- Directeur scientifique pour la physique au CNRS (1967).
- Président du comité scientifique du CNES (1974).
- Membre du conseil de l'Agence spatiale européenne.
- Responsable du PIRDES (1975).
- Conseiller scientifique au secrétariat d'Etat aux Universités (1976).
- Directeur général du CNRS (octobre 1976-79).
- Secrétaire général adjoint de l'OTAN pour les affaires scientifiques et l'environnement (1980).

## 2 CHAMPETIER (Georges, Hippolyte)

Né le 3 février 1905 à Paris 5ème.

Décédé le 18 février 1980 à Paris.

Origine sociale : père : Hippolyte, né le 13 octobre 1867 à Laurac (Ardèche), employé de commerce; mère, née Berthe Constant.

Etudes : Ecole de physique et chimie de la Ville de Paris (1925, 1er); docteur ès sciences (1933).

Marié; 4 enfants.

Carrière :

- Préparateur au laboratoire de l'EPHE du professeur André Job à la Sorbonne (1927).
- Assistant au laboratoire de chimie générale de l'Institut de biologie physico-chimique (1928-37).
- Boursier de la Caisse nationale des sciences (1931-33).
- Chargé de recherches à la Caisse nationale de la Recherche scientifique (1933-39).
- Chargé de mission pour l'organisation de la mobilisation scientifique (1938-40).
- Chef de travaux à l'Institut de chimie de la Faculté des sciences (1937-47).
- Membre de la section de chimie du Palais de la Découverte (1937).
- Professeur conférencier à l'Ecole de physique et chimie (1938-56).
- Maître de recherches au CNRS (1939-47).
- Membre du comité directeur de chimie et du directoire provisoire du CNRS (1944-50).
- Maître de conférences à la Faculté des sciences de Paris (1947-49).
- Professeur sans chaire (1949).
- Directeur des études à l'Ecole de physique et chimie (1950).
- Directeur adjoint du CNRS (1951-56).
- Chargé de mission auprès du directeur général du CNRS (1956).
- Directeur du laboratoire de chimie macromoléculaire de l'EPHE (1950).
- Professeur de chimie macromoléculaire (1953).
- Membre du Conseil supérieur de la recherche scientifique et du progrès technique (1954-59).
- Professeur de chimie générale à l'Ecole de physique et chimie (1956).
- Président de la Deuxième section de l'EPHE (1957).
- Directeur honoraire au CNRS (1957).
- Membre de l'Académie des sciences (1960).
- Président du comité de chimie macromoléculaire de la DGRST (1963).
- Directeur de l'Ecole de physique et chimie (1969).
- Admis à la retraite (1976).

## 3 COULOMB (Jean)

Né le 7 novembre 1904 à Blida (Algérie).

Origine sociale : père : Charles, professeur; mère, née Blanche d'Izalquier.

Etudes : Lycées d'Alger et de Marseille; Ecole normale supérieure (1923); agrégé de mathématiques; docteur ès sciences (1931).

Marié; 4 enfants.

Carrière :

- Assistant stagiaire au Collège de France (1928).
- Assistant titulaire (1929).
- Physicien adjoint à l'Institut et observatoire de physique du Globe du Puy-de-Dôme (1932).
- Directeur de l'Institut de météorologie et de physique du Globe de l'Algérie (1937).
- Membre du Conseil supérieur de la recherche scientifique (1939).
- Professeur à la Faculté des sciences de Paris et directeur de l'Institut de physique du Globe (1941).
- Directeur du Centre d'études géophysiques du CNRS (1953).
- Membre du Conseil supérieur de la Recherche scientifique et du progrès technique (1954).
- Directeur adjoint du CNRS (1956).
- Directeur puis directeur général du CNRS (1957).
- Directeur honoraire (1962).
- Président du CNES (1962).
- Membre de l'Académie des sciences (1960).

4 CREYSSEL (Pierre)

Né le 27 décembre 1933 à Lyon 2ème.

Origine sociale : père : Jean, professeur à la Faculté de médecine de Lyon; mère, née Suzanne Chapuis.

Etudes : Lycée Ampère; Facultés des lettres et de droit de Lyon; IEP de Lyon; Ecole nationale d'administration (1957).

Marié; 2 enfants.

Carrière :

- Auditeur au Conseil d'Etat. (1959).
- Chargé de mission à la direction de la coopération (1964).
- Maître des requêtes au Conseil d'Etat (1965).
- Maître de conférences à l'IEP et à l'ENA (1963).
- Conseiller technique de J. Charbonnel (1966-67).
- Chargé de mission auprès de L. Joxe (1967).
- Directeur de cabinet de L. Joxe (1968).
- Directeur de cabinet de R. Capitant (1968).
- Directeur de cabinet de J. M. Jeanneney (1968-69).
- Directeur de cabinet de P. Billecoq à l'Education nationale (1969-70).
- Directeur des affaires financières du CNRS (1970).
- Administrateur du CNEXO (1970)
- Réintégré au Conseil d'Etat (1979).
- Conseiller d'Etat (1984).

5 CURIEN (Hubert)

Né à Cormimont (Vosges) le 30 octobre 1924.

Origine sociale : père : receveur municipal; mère, née Berthe Girot; frère : Gilles, diplomate.

Etudes : Ecole normale supérieure (1945); agrégé de sciences physiques; docteur ès sciences (1952).

Marié, avec Anne, Perrine Dumézil, fille de Georges Dumézil, professeur au Collège de France; 3 enfants.

Carrière :

- Maître de conférences de minéralogie-cristallographie à la Faculté des sciences de Paris (1953).
- Professeur sans chaire (1958).
- Professeur titulaire à titre personnel (1961).
- Directeur scientifique pour la physique au CNRS (1966).
- Directeur général du CNRS (1969-73).
- Délégué général à la recherche scientifique et technique (1973-76).

- Président du CNES (1976-84).
- Ministre de la recherche (1984-86).
- Ministre de la recherche (1988-).

#### 6 DRACH (Pierre)

Né le 20 septembre 1906 à Poitiers (Vienne).

Origine sociale : père : Jules Drach (1871-1949), professeur de mathématiques à la Faculté des sciences de Paris, membre de l'Académie des sciences; mère, née Mathilde Guitton; grand-père maternel : pasteur.

Etudes : Lycée Louis-le-Grand; Ecole normale supérieure (1926); agrégé de sciences naturelles; docteur ès sciences.

Marié, une fille.

#### Carrière :

- Assistant à la Faculté des sciences de Paris (1931).
- Chef de travaux (1938).
- Sous-directeur de la station de Roscoff (1939).
- Maître de conférences (1942).
- Professeur à la Faculté des sciences de Paris (1951).
- Directeur adjoint du CNRS (1957-65).
- Directeur du laboratoire Arago à Banyuls-sur-mer (1965).
- Professeur honoraire (1976).

#### 7 DUCUING (Jacques, Dominique)

Né le 5 mai 1932 à Tarbes (Hautes-Pyrénées).

Origine sociale : père : Ambroise, receveur central des impôts.

Etudes : Lycée du Parc à Lyon; Ecole polytechnique; Université de Harvard; docteur de l'Université de Paris (1960); docteur ès sciences (1964).

Marié; une fille.

#### Carrière :

- Ingénieur de recherche à la CSF (1957-60).
- Boursier OECE-OTAN à Harvard (1960-62).
- Research puis research fellow à Harvard (1963).
- Assistant professor of physics au MIT (1964-66).
- Maître de conférences à la Faculté des sciences d'Orsay (1966).
- Professeur titulaire à la Faculté des sciences d'Orsay (octobre 1968-73).
- Directeur du laboratoire d'optique quantique du CNRS (1970-79).
- Maître de conférences à l'Ecole polytechnique (1971).
- Professeur à l'Ecole polytechnique (1973-82).
- Conseiller scientifique du ministre de la Défense (1977-79).
- Chargé de mission à la DRME.
- Directeur général du CNRS (septembre 1979-81).
- Directeur de la recherche chez Philips (1983).

#### 8 DUPONT (Georges, Honoré)

Né le 17 juin 1884 à La Réole (Gironde).

Décédé le 24 novembre 1958 à Paris.

Origine sociale : père : marchand mercier.

Etudes : Ecole normale supérieure (1904); agrégé de sciences physiques; docteur ès sciences.

Marié; 2 enfants.

Carrière :

- Agrégé préparateur à l'Ecole normale supérieure (1908-1912).
- Professeur de sciences au lycée de Bordeaux (1912).
- Ingénieur aux Tréfileries du Havre (1919-21).
- Maître de conférences de chimie à la Faculté des sciences de Bordeaux (1921).
- Professeur sans chaire (1923).
- Professeur de chimie minérale (1925).
- Professeur de chimie industrielle (1931).
- Directeur de l'Institut technique du pin (1920).
- Doyen de la Faculté des sciences de Bordeaux (1930-33).
- Maître de conférences de chimie à la Faculté des sciences de Paris (1933).
- Professeur sans chaire (1934).
- Professeur de théories chimiques (1935) et directeur du laboratoire de chimie de l'Ecole normale supérieure.
- Professeur à l'Ecole centrale (1937).
- Directeur adjoint du Centre national de la recherche scientifique (1941-45).
- Directeur adjoint de l'Ecole normale supérieure (1945-48).
- Directeur général de l'Ecole normale supérieure (1948).
- Admis à la retraite (1955).

9 DUPOUY (Gaston, Léopold)

Né le 7 août 1900 à Marmande (Lot-et-Garonne).

Décédé dans la nuit du 21 au 22 octobre 1985 à Toulouse (Haute-Garonne).

Origine sociale : Son père Joseph était charpentier; orphelin de père jeune et d'une famille de six enfants, il dut travailler dès l'âge de 16 ans tout en poursuivant ses études.

Etudes : Faculté des sciences de Paris et auditeur libre à l'Ecole normale supérieure; agrégé de sciences physiques (1922); docteur ès sciences.

Marié; sans enfant.

Carrière :

- Maître d'internat au lycée Saint Louis (1918-22).
- Auditeur à l'Ecole normale supérieure (1921-22).
- Boursier de l'Ecole pratique des Hautes Etudes (1922-26).
- Assistant de physique à la Faculté des sciences de Paris (chaire d'Aimé Cotton) (1927-31).
- Chargé d'enseignement à l'ENS Sèvres (1930-36).
- Directeur adjoint à l'Ecole pratique des Hautes Etudes (grand électro-aimant de Bellevue) et chargé de recherches à la Caisse nationale des sciences (1931-35).
- Maître de conférences à la Faculté des sciences de Rennes (1935-37).
- Professeur de physique à la Faculté des sciences de Toulouse (1937).
- Membre du Conseil supérieur de la recherche scientifique (1937).
- Membre de la commission consultative de physique du CNRS (1942).
- Membre du Comité national du CNRS (1950).
- Doyen de la Faculté des sciences de Toulouse (1945-50).
- Président de l'Association amicale des doyens des facultés des sciences (1946).
- Président de l'Amicale du personnel enseignant des facultés des sciences (1948).
- Directeur puis directeur général du Centre national de la Recherche scientifique (1950-57).
- Membre du directoire et du conseil d'administration du CNRS (1957).
- Directeur du laboratoire d'optique électronique du CNRS (1957).
- Professeur à la Faculté des sciences de Toulouse (1957-71).
- Président de la Commission électronique, électrotechnique et automatique du CNRS (1965).
- Membre de l'Académie des sciences (1950).
- Admis à la retraite (1971).

10 FENEUILLE (Serge, Jean , Georges)  
Né le 16 novembre 1940 à Reims (Marne).

Origine sociale : père : Georges, menuisier; mère née Marguerite Lemoine.

Etudes : Ecole normale d'instituteurs; Ecole normale supérieure de Saint Cloud; agrégé de physique; docteur ès sciences.

Marié, avec Jeanne Large, ancienne élève de l'Ecole normale supérieure de Fontenay-aux-Roses, professeur agrégée, IPR, chargée de mission auprès de Christian Beullac; directrice du Centre de Sèvres, inspectrice générale; sans enfant.

Carrière :

- Maître-assistant à la Faculté des sciences de Paris (1964-68).
- Maître de recherches au CNRS (1969-74).
- Sous-directeur du laboratoire Aimé Cotton (1973-78).
- Directeur de recherches (1978-81).
- Professeur à la Faculté des sciences d'Orsay (1979-81).
- Directeur des recherches chez Lafarge-Coppée (1981).
- Directeur général du CNRS (juin 1986-88).
- Directeur des recherches chez Lafarge-Coppée (1988).

11 GALLAIS (Fernand, Georges)  
Né le 3 mai 1908 à Paris 17ème.

Origine sociale : Inconnue.

Etudes : Lycée Henri-IV; Faculté des sciences et de pharmacie de Paris; docteur ès sciences; docteur en pharmacie.

Marié; 3 enfants.

Carrière :

- Attaché de recherches à la Caisse nationale des sciences (1934).
- Assistant à la Faculté de pharmacie de Paris (1942).
- Maître de conférences à la Faculté des sciences de Toulouse (1943).
- Professeur titulaire à titre personnel et directeur de l'Ecole nationale de chimie de Toulouse (1950-65).
- Directeur adjoint du CNRS (1965).
- Directeur scientifique et membre du comité de direction du CNRS (1966-73).
- Professeur à l'Université-Paul-Sabatier de Toulouse (1973-78).
- Membre correspondant de l'Académie des sciences (1966).
- Membre non résidant d° (1973).

12 GREGORY (Bernard-Paul)  
Né le 19 janvier 1919 à Bergerac (Dordogne).  
Décédé le 24 décembre 1977 à Elancourt (Yvelines).

Origine sociale : père : Paul, ingénieur; mère née Cécile Aeschlimann.

Etudes : Louis-le-Grand; Ecole polytechnique (1er, 1938) et Ecole des mines; Ph. D. au MIT (1950).

Marié; 4 enfants.

Carrière :

- Sous-lieutenant d'artillerie (1939-40), croix de guerre.
- Prisonnier à l'OFLAG IV-D (1940-45).
- Premier à l'examen de sortie de l'Ecole polytechnique (1945).
- Elève à l'Ecole des mines (1946-47).

- Elève puis chercheur au MIT (1948-50).
- Sous-directeur du laboratoire de Louis Leprince-Ringuet (1951-58).
- Professeur à l'Ecole des mines et maître de conférences à l'Ecole polytechnique (1950-58).
- Professeur de physique à l'Ecole polytechnique (1959-64).
- Président du comité expérimental du CERN.
- Membre du comité des directives scientifiques du CERN (1960).
- Membre du directoire du CNRS (1963-71).
- Membre du directoire du CERN (1964-65).
- Directeur général du CERN (1966-70).
- Membre du Comité de l'énergie atomique (1970).
- Professeur à l'Ecole polytechnique (1971-73).
- Directeur du laboratoire de physique nucléaire des hautes énergies (1971).
- Correspondant de l'Académie des sciences (1973).
- Directeur général du CNRS (6 septembre 1973-1976).
- Délégué général à la recherche scientifique et technique (1976).
- Vice-président du CERN (1976).
- Président du Conseil du CERN (1977).

13 JACOB (Charles, François, Etienne)  
 Né le 19 février 1878 à Annemasse (Haute-Savoie).  
 Décédé le 13 février 1962 à Paris 5ème.

Origine sociale : père : chef de section au PLM.

Etudes : Maristes de Thonon, lycée de Grenoble; Ecole normale supérieure (1898); agrégé de sciences naturelles; docteur ès sciences.

Marié; 4 enfants.

Carrière :

- Préparateur de géologie à la Faculté des sciences de Grenoble (1902).
- Maître de conférences de minéralogie à la Faculté des sciences de Bordeaux (1909).
- Professeur adjoint (1912).
- Professeur titulaire de géologie à la Faculté des sciences de Toulouse (1912).
- Directeur du service géologique de l'Indochine (1918-22).
- Professeur à la Faculté des sciences de Toulouse (1922-1927).
- Professeur de géologie à la Faculté des sciences de Paris (1928-1950).
- Membre de l'Académie des sciences (1931).
- Directeur du Centre national de la recherche scientifique (1940-44).

14 JACQUINOT (Pierre)  
 Né le 18 janvier 1910 à Frouard (Meurthe-et-Moselle).

Origine sociale : père : Georges, officier de carrière, mort pour la France en 1916; mère, née Eugénie Vicq.

Etudes : Faculté des sciences de Nancy; licencié ès sciences (1930); agrégé de sciences physiques (1932, 1er); docteur ès sciences (1937).

Marié; 4 enfants.

Carrière :

- Préparateur à la Faculté des sciences de Nancy (1931-33).
- Boursier de recherches à la Caisse des sciences (laboratoire de l'électro-aimant) (1933-37).
- Chargé de recherches CNRS (1937).
- Maître de recherches CNRS (1941).
- Maître de conférences, puis professeur sans chaire à la Faculté des sciences de Clermont-Ferrand (1942-46).
- Maître de conférences suppléant à la Faculté des sciences de Paris (1946).
- Maître de conférences (1947).

- Professeur titulaire à titre personnel (1952).
- Membre du Comité national du CNRS (1950-62).
- Directeur du laboratoire de l'électro-aimant CNRS Bellevue (1951).
- Professeur titulaire de la chaire de spectroscopie (1954).
- Directeur puis directeur général du CNRS (1962).
- Membre libre de l'Académie des sciences (1966).
- Directeur honoraire du CNRS (1969).
- Directeur du laboratoire Aimé Cotton et professeur à l'Université de Paris-XI (1969-78).
- Membre de la section de physique de l'Académie des sciences (1976).
- Médaille d'or du CNRS (1978).
- Professeur émérite (1979).

15 JAMATI (Georges, Vincent)

Né le 7 août 1894 à Paris 3<sup>ème</sup>.

Décédé le 19 août 1954 à Gif-sur-Yvette (Seine-et-Oise).

Origine sociale : Son père était un journaliste d'origine libanaise; sa mère était la soeur du philosophe Edmond Goblot.

Etudes : Faculté des lettres de Paris, licencié ès lettres.

Marié; 3 enfants.

Carrière :

- Professeur dans l'enseignement secondaire.
- Rédacteur au ministère de l'Instruction publique (1919).
- Sous-chef à la direction de l'enseignement supérieur (1929).
- Chef de bureau au ministère de l'Education nationale (1937).
- Chargé de la Caisse des recherches scientifiques (1930).
- Sous-directeur du Service national de la Recherche (1942).
- Directeur adjoint du CNRS chargé des sciences humaines (1949-55).

16 JOLIOT (Frédéric, Jean)

Né le 19 mars 1900 à Paris 16<sup>ème</sup>.

Décédé le 14 août 1958 à Paris 4<sup>ème</sup>.

Origine sociale : père : Henri, négociant en gros en calicots; mère, née Roederer; famille de six enfants.

Etudes : Lycée Lakanal, école Lavoisier; Ecole de physique et chimie de la ville de Paris (1919); Faculté des sciences de Paris; docteur ès sciences (1930).

Marié avec Irène Curie; 2 enfants.

Carrière :

- Préparateur à l'Institut du Radium (1925).
- Boursier de la fondation Edmond de Rothschild (1927-30).
- Professeur à l'Ecole d'électricité industrielle de Paris (1927).
- Assistant à l'Institut du Radium, chargé de recherches à la Caisse nationale des sciences (1932), maître de recherches (1933).
- Maître de conférences à la Faculté des sciences de Paris (1935).
- Directeur de recherches à la Caisse nationale des sciences (1936).
- Professeur de chimie nucléaire au Collège de France (1937).
- Directeur du laboratoire de synthèse atomique d'Ivry (1937).
- Directeur du CNRS (1944-46).
- Haut-commissaire à l'énergie atomique (1946-avril 1950, révoqué).
- Professeur de physique nucléaire à la Faculté des sciences de Paris (1<sup>er</sup> octobre 1956) en remplacement de sa femme décédée.
- Membre de l'Académie des sciences et de l'Académie de médecine (1943), Prix Nobel de chimie (1935).



17 LASRY (Claude)

Né le 30 septembre 1915 à Oran (Algérie).

Origine sociale : père : armateur; mère, née Marie Darmon.

Etudes : Lycée Condorcet; Ecole libre des sciences politiques; Facultés de droit et des lettres de Paris; docteur en droit; licencié ès lettres; diplômé de Sciences Po.

Marié; 2 enfants.

Carrière :

- Auditeur au Conseil d'Etat (1946).
- Maître des requêtes (1950).
- Directeur de cabinet de Pierre Sudreau (1959-62) et d'avril à octobre 1962 (Education nationale).
- Secrétaire général du Conseil d'Etat (1963-66).
- Administrateur du Port de Bordeaux (1963-66).
- Conseiller d'Etat (1965).
- Directeur des affaires financières du CNRS (1966-70).
- Président du conseil d'administration de l'Institut Pasteur (1970-73).

18 LAUGIER (Henri)

Né le 5 août 1888 à Mane (Basses-Alpes).

Décédé le 19 janvier 1973 à Cap d'Antibes (Alpes-Maritimes).

Origine sociale : Son père était professeur à l'Ecole normale d'instituteurs d'Aix-en-Provence.

Etudes : Facultés des sciences et de médecine de Paris; docteur en médecine et docteur ès sciences.

Célibataire.

Carrière :

- Chef du laboratoire de physiologie du travail à l'Institut Marey (1912-14).
- Préparateur de physiologie générale à la Faculté des sciences de Paris (1920-23).
- Chef de travaux (1923-29).
- Chef du laboratoire de physiologie appliquée à l'hôpital Henri-Rousselle (1923-32).
- Directeur du laboratoire d'organisation physiologique du travail à l'EPHE (1929).
- Professeur de physiologie du travail au CNAM (1929).
- Maître de conférences de physiologie à la Faculté des sciences de Paris (1929-35).
- Professeur sans chaire (1935).
- Directeur de cabinet d'Y. Delbos, ministre des Affaires étrangères (1936).
- Professeur de physiologie générale (1937).
- Directeur du Centre national de la recherche scientifique (1937-40).
- Révoqué de toutes ses fonctions par le gouvernement de Vichy.
- Professeur à l'Université de Montréal (1940-43).
- Recteur de l'Académie d'Alger et directeur du CNRS d'Alger (1943-44).
- Rétabli dans ses fonctions à la Faculté des sciences (1944).
- Détaché comme directeur des relations culturelles au ministère des Affaires étrangères (1944-51).
- De nouveau professeur à la Faculté des sciences (1951-58).
- Admis à la retraite (1958).

19 LEJEUNE (Michel)

Né le 30 janvier 1907 à Paris.

Origine sociale : père : Albert, fabricant de broderies; mère, née Marie Clairin; un frère, le dessinateur Jean Effel.

Etudes : Ecole normale supérieure (1926); agrégé de grammaire (1929); docteur ès lettres (1941).

Marié; 4 enfants.

Carrière :

- Service militaire (1929-30).
- Boursier de la Caisse des sciences (1930-32).
- Maître de conférences à la Faculté des lettres de Poitiers (1933).
- Professeur à la Faculté des lettres de Bordeaux.
- Doyen de la Faculté des lettres de Bordeaux.
- Professeur de linguistique à la Faculté des lettres de Paris et directeur d'études à l'EPHE (1946 et 1947).
- Membre du Comité national du CNRS (1950).
- Directeur adjoint du CNRS pour les sciences humaines (1955-1er octobre 1963).
- Directeur de recherches au CNRS (1963).
- Membre de l'Académie des inscriptions et belles-lettres (1963).

20 LONGCHAMBON (Henri)

Né le 27 juillet 1896 à Clermont-Ferrand (Puy-de-Dôme).

Décédé le 20 mars 1969 à Paris.

Origine sociale : père : Antoine, appariteur à la Faculté des sciences de Clermont-Ferrand; deux frères, Michel, agrégé préparateur à l'Ecole normale supérieure, mort pour la France en 1916 et Louis, ancien élève de l'Ecole normale supérieure, professeur à la Faculté des sciences de Nancy.

Etudes : Lycée Blaise Pascal; Ecole normale supérieure (promotion spéciale de 1919) ; agrégé de sciences physiques; docteur ès sciences (1925).

Marié.

Carrière :

- Préparateur au laboratoire de minéralogie de la Faculté des sciences de Paris (1921).
- Maître de conférences à la Faculté des sciences de Montpellier (1925).
- Professeur de minéralogie à la Faculté des sciences de Lyon (1927).
- Doyen de la Faculté des sciences de Lyon (1936).
- Directeur du CNRSA (septembre 1938).
- Révoqué le 23 juillet 1940.
- Participation à la Résistance en Auvergne (mouvement Franc-Tireur) (1940-44).
- Préfet du Rhône (3 septembre 1944).
- Commissaire de la République pour la région Rhône-Alpes (15 septembre 1945).
- Ministre du ravitaillement dans le gouvernement Félix Gouin (26 janvier 1946-24 juin).
- Sénateur des Français à l'étranger (1947-66).
- Secrétaire d'Etat à la recherche scientifique et au progrès technique (gouvernement Mendès-France, 19 juin 1954-23 février 1955).
- Fondateur et président du Conseil supérieur de la recherche et du progrès technique (1954).
- Président de l'Union des Français à l'étranger (1967).

21 MONBEIG (Pierre)

Né le 15 septembre 1908 à Marissel (Oise).

Décédé le 20 septembre 1987 à Cavalaire (Var).

Origine sociale : père : Georges, et mère, née, Angèle Fouque, professeurs.

Etudes : Lycées Montaigne et Louis-le-Grand; Faculté des lettres de Paris ; Casa Velasquez ; agrégé d'histoire (1929); docteur ès lettres (1950).

Marié; 4 enfants.

Carrière :

- Pensionnaire de la Casa Velasquez (1929-31).
- Professeur d'histoire au lycée de Caen (1931-34).
- En mission au Brésil, professeur à l'Université de Sao Paulo (1935-46).
- Professeur à la Faculté des lettres de Strasbourg (1948-52).
- Professeur au CNAM (1952-61).
- Directeur de l'Institut des Hautes Etudes de l'Amérique latine (1957-78).
- Professeur à la Faculté des lettres de Paris (1961-72).
- Directeur des sciences humaines au CNRS (1963), puis directeur scientifique (1966-72).
- Directeur de recherches au CNRS (1972).

22 PAPON (Pierre, Bernard, Henri)

Né le 11 février 1939 à Dijon ( Côte-d'Or).

Origine sociale : père : Albert, cadre de l'industrie; mère, née Denise Vautier.

Etudes : Lycée Buffon; Ecole de physique et chimie de la Ville de Paris; docteur ès sciences.

Marié; 2 enfants.

Carrière :

- Chercheur au CNRS (1962-72).
- Membre de la commission électronique du Comité national (1970-75).
- Professeur de physique théorique à l'Ecole de physique et chimie (1972).
- Directeur d'une ERA du CNRS (1973-82).
- Membre du CSRT (1975-78).
- Conseiller scientifique de J-P. Chevènement au ministère de la Recherche (1982).
- Directeur général du CNRS (1982-86).

23 PAYAN (Jean-Jacques)

Né le 3 mai 1935 à Grenoble (Isère).

Origine sociale : père : Edouard, postier; mère, née Madeleine Roche.

Etudes : Lycées d'Annecy, Saint-Omer et Grenoble; Ecole normale supérieure (1956); agrégé de mathématiques; docteur ès sciences.

Marié; 5 enfants.

Carrière :

- Assistant puis chef de travaux à la Faculté des sciences d'Orsay (1959-64).
- Chargé d'enseignement (1964).
- Maître de conférences à la Faculté des sciences de Grenoble (1964-67).
- Professeur titulaire (1968-69 et 70-81).
- Professeur à Tunis (1969-70).
- Directeur du CIRCE de Grenoble (1978-81).
- Président de l'Université Joseph Fourier de Grenoble (1981-82) et (1987-).
- Directeur général du CNRS (1981-82).
- Directeur général des enseignement supérieurs (1982-86).
- Directeur de la recherche chez Renault (juillet 1988).

24 PERES (Joseph)

Né le 31 octobre 1890 à Clermont-Ferrand (Puy-de-Dôme).

Décédé le 12 février 1962 à Neuilly-sur-Seine (Hauts-de-Seine).

Origine sociale : père : Jean, ancien élève de l'Ecole normale supérieure, professeur agrégé de philosophie; mère, née Zoë Denaux; une soeur Jeanne, mariée avec Adrien Foch, professeur à la Faculté des sciences de Paris; un frère Georges, ingénieur, directeur des aciéries de Champagnole.

Etudes : Lycées de province; Ecole normale supérieure (1908); agrégé de mathématiques (1911); docteur ès sciences (1915).

Marié avec Geneviève Robin, fille de Léon Robin, professeur à la Faculté des lettres de Caen, puis Paris; 3 enfants dont deux scientifiques.

Carrière :

- Boursier à Rome auprès de Vito Volterra (1912).
- Professeur de mathématiques spéciales au lycée de Montpellier (1914-19).
- Professeur de mathématiques générales à la Faculté des sciences de Toulouse (janvier 1919-octobre 1919).
- Maître de conférences de mathématiques à la Faculté des sciences de Strasbourg (1919).
- Professeur de mécanique à la Faculté des sciences de Marseille (1921).
- Directeur de l'Institut de mécanique des fluides (1930).
- Maître de conférences à la Faculté des sciences de Paris (1932)
- Professeur d° (1948).
- Membre de l'Académie des sciences (1942).
- Directeur adjoint du CNRS (1945-51).
- Vice-président du conseil d'administration de l'ONERA (1946).
- Président de l'Union internationale de mécanique théorique et appliquée (1948-52).
- Doyen de la Faculté des sciences de Paris (1954-61).

25 TEISSIER (Paul, Georges)

Né le 19 février 1900 à Paris.

Décédé le 7 janvier 1972 à Roscoff (Côtes-du-Nord).

Origine sociale : père : professeur.

Etudes : Ecole normale supérieure (1919) ; agrégé de sciences naturelles (1923); docteur ès sciences (1931).

Marié; 3 filles.

Carrière :

- Agrégé préparateur à l'Ecole normale supérieure (1919-23).
- Chef de travaux à la Faculté des sciences de Paris (Station biologique de Roscoff) (1928-37).
- Maître de conférences à la Faculté des sciences de Paris (1937-41).
- Membre du Conseil supérieur de la Recherche scientifique (1939-41).
- Participation active à la Résistance, chef d'état-major FTP après l'arrestation de Marcel Prenant.
- Professeur sans chaire à la Faculté des sciences de Paris (1941-45).
- Professeur de zoologie d° (1945).
- Directeur de la station biologique de Roscoff (1945).
- Directeur adjoint du CNRS (1945-46).
- Directeur du CNRS (1946-50).
- Révoqué (janvier 1950).
- Directeur du laboratoire de génétique évolutive du CNRS à Gif-sur-Yvette (1951-65).
- Membre de l'Académie des sciences (1967)

Sources : Who's who in France; C. Charle et E. Telkès, Les professeurs du Collège de France (1901-1939), dictionnaire biographique, Paris, Ed. du CNRS, 1988; C. Charle et E. Telkès, Les professeurs de la Faculté des sciences de Paris (1901-1939), dictionnaire biographique, Paris, Ed. du CNRS, 1989; dossiers à l'Académie des sciences; Le Courrier du CNRS, passim; Annales de l'Université de Paris; Annuaire de l'association amicale des anciens élèves de l'Ecole normale supérieure, passim; listes électorales de la Seine; archives de l'Enregistrement; nécrologies du Monde.

## Notes

- 1 Je n'ai pas inclus dans la population l'éphémère directeur du Centre, le physicien Jean Mercier, nommé pour un bref intérim entre le départ d'Henri Laugier et l'arrivée de Charles Jacob (19 juin-8 août 1940). Cf. J. F. Picard et E. Pradoura, "La longue marche vers le CNRS (1901-1945)," Cahiers pour l'histoire du CNRS, 1988, 1, p. 35.
- 2 Je remercie Eva Telkes pour son aide, tant pour les recherches communes antérieures sur le Collège de France et la Faculté des sciences, que pour la documentation spécifique sur le CNRS.
- 3 Pierre Bourdieu, *Homo academicus*, Paris, Ed. de Minuit, 1984, p. 65 ; Guy Thuillier, *Les femmes dans l'administration depuis 1900*, Paris, PUF, 1988, pp. 104 et 106.
- 4 Cf. Jean Zay, *Souvenirs et solitude*, nouvelle édition établie par Antoine Prost, Le Roelux, Talus d'approche, 1987, p. 230.
- 5 P. Bourdieu, op. cit., p. 67.
- 6 Cf. V. Isambert et R. Sirota, "La barrière oui, mais le niveau ?", *Cahiers internationaux de sociologie*, LXX, janvier-juin 1981, pp. 5-34; Eve Curie, *Madame Curie*, (1938), n. éd., Paris, Gallimard, Folio, 1981, p. 481; *Who's who in France*, 1987-88.
- 7 Cf. C. Charle, *Les professeurs de la Faculté des lettres de Paris (1909-1939)*, vol. 2, Paris, Ed. du CNRS, 1986, p. 189.
- 8 F. Joliot : voir sa notice dans le *Dictionary of Scientific Biography* et C. Charle et Eva Telkes, *Les professeurs du Collège de France (1901-1939)*, Paris, Ed. du CNRS, 1988; G. Champetier, dossier à l'Académie des sciences, Notice de titres et travaux; P. Papon, *Who's who in France*, 1987-88.
- 9 P. Bourdieu, op. cit., p. 65 : 29,3% des professeurs de la Faculté des sciences en 1967 sont nés dans la Seine ; pour la période 1901-1939, le taux est de 23,9% (C. Charle et E. Telkès, *Les professeurs de la Faculté des sciences de Paris (1901-1939)*, à paraître aux Ed. du CNRS en 1989.)
- 10 P. Jacquinot, dossier à l'Académie des sciences et interview par J.F. Picard, p. 2.
- 11 Cf. Mary Jo Nye, *Science in the Provinces*, Berkeley, UCLA Press, 1986; D. Pestre, *Physique et physiciens dans l'entre-deux guerres*, Paris, Ed. des archives contemporaines, 1985 ; Harry W. Paul, *From Knowledge to Power, The Rise of the Science Empire in France, 1860-1939*, Cambridge, Cambridge U.P., 1985.
- 12 J. Zay, op. cit., p. 233 : "Pour la direction du service de la recherche appliquée, j'aurais voulu nommer, non un universitaire, ni un industriel, comme me le demandaient des courants opposés, mais un homme qui, par son passé, eût été formé à concilier, à faire collaborer les deux milieux en présence : celui de l'industrie et celui des chercheurs. Je consultai M. Mercier, M. Detoeuf, M. Dautry, dont notre initiative retenait l'attention. J'offris le poste à une organisateur né M. Surleau, et il l'eût accepté sans doute s'il avait pu obtenir le consentement de M. Guinand, qui s'obstinait à le conserver à la SNCF (pour le céder d'ailleurs, quelques semaines plus tard, à l'administration de la ville de Marseille...). Finalement je dus renoncer à ce point de vue : c'est le doyen de la Faculté des sciences de Lyon, M. Longchambon qui fut désigné."
- 13 Cf. le témoignage de J.J. Payan dans L. Paye-Jeanneney et J.J. Payan, *Le chantier universitaire, "bâtir l'avenir"*, Paris, Beauchesne, 1988, pp. 16-19.
- 14 Cf. *Le Monde* du 19 janvier 1950 et *L'Humanité*, même date, 26 janvier et 3 février 1950: ont pris publiquement position à la Sorbonne : E. Aubel, Ph. Lhéritier, Cahn, E. Lederer, P. Drach, A. Kastler, May, J. Bourcart, L. Barrabé; au Collège de France : E. Fauré-Frémiet, L. Febvre, A. Fessard, A. Lacassagne, A. Mayer, F. Perrin, H. Piéron, J. Roche, E. Benveniste, J. Bloch.
- 15 L. Paye-Jeanneney et J.J. Payan, op. cit., p. 16. J.J. Payan s'emploie à assurer ses interlocuteurs de sa volonté d'indépendance en dépit de ses attaches politiques connues, lors de sa première rencontre avec les directeurs scientifiques heurtés par le procédé cavalier du ministre (décision de nommer Maurice Godelier sans consultation du directeur général) (p. 19).
- 16 A l'exception de Jacquinot dont le père, officier, a été tué en 1916.
- 17 Cf. par exemple les exposés de Pierre Aigrain ou Pierre Papon au séminaire d'histoire du CNRS d'Antoine Prost.
- 18 Cf. V. Isambert, interview par E. Pradoura, p. 1-2 et *Mélanges Georges Jamati*, Paris, Ed. du CNRS, 1956; G. Champetier, *Titres et travaux*, dossier Académie des sciences.
- 19 Cf. le mémoire de maîtrise de M. Bossard sur les débuts du CNRS (Université de Paris I, 1986).
- 20 Cf. C. Marbo, *A travers deux siècles*, Paris, Grasset, 1967, p. 176-77; J. Zay, op. cit., p. 229.
- 21 Interview de J. Coulomb par J. F. Picard, p. 2 et interview par l'auteur sur Charles Maurain.
- 22 Interview de P. Drach, p. 4-6.
- 23 H. Villat, "Nécrologie de J. Pérès", *Annuaire ENS*, 1963, p. 61-63; P. Germain, "Joseph Pérès et le renouveau de la mécanique en France", *Académie des sciences*, 12 décembre 1977, *Recueil de l'Institut*, 1977.

24 Sur J. Chevalier cf. J. Guilton, *Nécrologie*, Annuaire ENS, 1963, pp. 39-42; J. Chevalier a eu maille à partir avec le gouvernement du Front populaire à cause de ses positions profranquistes qui lui valent un rappel à l'ordre de Jean Zay (Souvenirs, op. cit., p. ); sur Jacob et Dupont, cf. leurs notices dans l'annexe prosopographique et celles plus complètes dans C.Charle et Eva Telkes, *Les professeurs de la Faculté des sciences de Paris*, à paraître aux Editions du CNRS en 1989.; sur l'orientation du CNRS sous Vichy cf. J.F. Picard et E. Pradoura, art. cit., p. 36-38.. Sur le groupe tala à l'Ecole normale supérieure, cf. Régis Ladous, *Monsieur Portal et les siens. Mission chrétienne et Union des Eglises du pontificat de Léon XIII à celui de Pie XI*, thèse d'Etat, Lyon, 1982.

25 Interview de M. Lejeune, p. 1-2.

26 Ibid., p. 3.

27 P. George, Pierre Monbeig, *Annales de géographie*, 542, juillet-août 1988, pp. 444-449; *Who's who in France*, 1977; *Le Monde*, 25 septembre 1988; n° spécial des *Annales de l'Université de Paris*, novembre-décembre 1960 sur Jean Sarrailh.

28 Le pourcentage de membres de l'Institut est de 50 en 1950, 52,6 en 1956, 35,7 en 1960 et 16,6 en 1963.